

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs-, opheffings-, algemene en slotbepalingen*

Art. 10. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren en een overeenkomst hadden gesloten op basis van artikel 61 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij dit besluit, blijven erkend voor de opvang van 7 jongeren en meer tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk binnen de vierentwintig maanden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding, worden getroffen.

Art. 11. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1990 houdende bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten wordt opgeheven.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1562

[C - 99/29255]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions
pour les centres d'accueil spécialisés**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les centres d'accueil spécialisés visés par les institutions offrant un hébergement aux jeunes mentionnés aux articles 1^{er}, 14°, et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Le centre d'accueil spécialisé, ci-après dénommé le centre, a pour mission d'organiser un accueil collectif de 15 jeunes, qui nécessitent une aide particulière et spécialisée eu égard à des comportements agressifs ou violents, des problèmes psychologiques graves, des faits qualifiés infraction répétitifs ou lorsque la demande d'accueil concerne un jeune qui est confié au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse.

Le centre contribue également à l'élaboration et à l'encadrement de programmes d'aide pouvant être mis en oeuvre à l'issue de l'accueil du jeune par le centre en vue de sa réinsertion familiale ou d'un essai de vie en logement autonome et supervisé.

Art. 3. § 1^{er}. Le centre travaille sous mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

§ 2. Le mandat précise les objectifs poursuivis, ses motifs, sa durée et la nature de l'aide. Le mandat définit clairement s'il s'agit d'une aide visée soit au § 1^{er}, soit au § 2 de l'article 2. Un mandat ne peut concerner plus d'un jeune.

§ 3. Le centre adresse un rapport à l'instance de décision, dans un délai de deux mois qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et éventuellement celles des bénéficiaires, il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Un rapport complémentaire est adressé au moins tous les six mois à l'instance de décision et chaque fois que celle-ci en fait la demande.

Lorsque le centre est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

§ 4. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément.

Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au centre. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

§ 5. Pour l'application de l'article 25, § 2 de l'arrêté visé à l'article 5 du présent arrêté, les taux de prise en charge sont fixés respectivement à 70 % et 55 % pour les centres visés par le présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Le subventionnement*

Section 1re. — Dispositions générales concernant les subventions pour frais de personnel et de fonctionnement

Art. 4. Les prises en charge de jeunes confiés par d'autres instances que celles visées à l'article 3, § 1^{er} ne sont pas autorisées.

Section 2. — Subventions pour frais de personnel

Art. 5. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est accordée sur base des normes d'effectif suivantes :

1° 12 éducateurs dont éventuellement un coordinateur, si d'autres projets pédagogiques agréés sont mis en oeuvre par le même service;

2° 1,5 psycho-sociaux;

3° 0,5 administratifs;

4° 1,5 techniques;

5° un directeur lorsque le centre d'accueil spécialisé est le seul projet agréé du service.

Art. 6. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article précédent, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 5 :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions;

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou les licenciés possédant une des cinq licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis la licence en droit;

C. Personnel administratif : commis, rédacteur ou économiste;

D. Personnel de direction : directeur avec le barème A ou B.

Section 3. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 7. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 5, accordée au centre d'accueil spécialisé est fixée à F 1 854 538 indexables.

Section 4. — Part variable des subventions

Art. 8. La subvention journalière pour couvrir les frais ordinaires d'entretien et d'éducation des jeunes telle que fixée par l'arrêté du 15 mars 1999, fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes, est majorée de F 181.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 9. § 1^{er}. Les services qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté étaient agréés et conventionnés sur la base de l'article 61 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, pour un projet pédagogique similaire à celui visé par le présent arrêté, restent agréés et conventionnés jusqu'à leur agrément sur base du présent arrêté, pour autant qu'ils aient introduit une demande d'agrément sur la base du présent arrêté dans les quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

L'agrément sur base du présent arrêté doit être pris au plus tard endéans les 24 mois à dater de son entrée en vigueur.

§ 2. Pour les services visés au § 1^{er} qui bénéficiaient de normes de référence supérieures en matière d'effectif de personnel sur la base de l'arrêté visé au § 1^{er}, ces normes sont maintenues jusqu'au départ naturel du personnel excédentaire par rapport aux normes fixées par le présent arrêté.

§ 3. A l'exception des services visés au § 1^{er}, pendant les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour être agréé, le centre doit être créé à partir d'un service qui était déjà agréé en application de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1562

[C - 99/29255]

**15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen
aan de gespecialiseerde opvangcentra**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra die in aanmerking komen onder de instellingen die logement bezorgen aan de jongeren, vermeld in de artikelen 1, 14°, en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — De opdrachten

Art. 2. Het gespecialiseerd opvangcentrum, hierna het centrum genoemd, heeft als opdracht een collectieve opvang van 15 jongeren te organiseren die een bijzondere en gespecialiseerde hulp nodig hebben gelet op hun agressieve of gewelddadige gedragingen, hun zware psychologische problemen, herhaaldelijk begane feiten die als misdrijf worden omschreven of wanneer de aanvraag tot opvang een jongere betreft die toevertrouwd is aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming.

Het centrum werkt eveneens mede aan de uitwerking en de begeleiding van programma's voor hulpverlening die ten uitvoer kunnen gebracht worden op het einde van de opvang door een centrum met het oog op zijn familiale wederopnemings of een poging om zelfstandig en onder supervisie gehuisvest te zijn.

Art. 3. § 1. Het centrum werkt op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtsbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het mandaat vermeldt de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur ervan en de aard van de verleende hulp. Het mandaat bepaalt duidelijk of het over een hulpverlening gaat bedoeld ofwel bij § 1, ofwel bij § 2 van artikel 2. Een mandaat mag niet op meer dan een jongere betrekking hebben.

§ 3. Het centrum stuurt een verslag naar de beslissingsinstantie binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat. In dit verslag worden de verzoeken van de beslissingsinstantie en eventueel die van de gerechtigden vermeld, waarbij een analyse van de situatie en de bijzonderheden van het programma van de overwogen hulpverlening worden gevoegd.

Een bijkomend verslag wordt ten minste om de zes maanden naar de beslissingsinstantie gezonden en elke keer dat deze erom verzoekt.

Wanneer het centrum door de jeugdrechtsbank gemachtigd is, zendt het een afschrift van de verslagen naar de dienst voor gerechtelijke bescherming.

§ 4. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties bedoeld bij het opvoedingsproject het gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden.

Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door de mandaten toevertrouwd aan het centrum. De aanvang van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

§ 5. Voor de toepassing van artikel 25, § 2 van het besluit bedoeld bij artikel 5 van dit besluit, worden de cijfers van de tenlasteneming respectievelijk vastgesteld op 70 % en 55 % voor de centra bedoeld bij dit besluit.

HOOFDSTUK III. — De betoelaging

Afdeling 1. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen voor personeels- en werkingskosten

Art. 4. De tenlastenemingen van jongeren die door andere instanties worden toevertrouwd dan die bedoeld bij artikel 3, § 1 zijn niet toegelaten.

Afdeling 2. — Toelagen voor personeelskosten

Art. 5. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt toegekend op basis van de volgende bestandsnormen:

1° 12 opvoeders onder wie eventueel een coördinator, indien andere erkende opvoedingsprojecten in het werk gesteld worden door dezelfde dienst;

2° 1,5 psycho-sociaal;

3° 0,5 administratief;

4° 1,5 technisch;

5° 1 directeur, wanneer het gespecialiseerd opvangcentrum het enig erkend project van de dienst is.

Art. 6. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij vorig artikel, komen enkel de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het bij artikel 5 bedoelde besluit:

A. Opvoedingspersoneel: alle ambten.

B. Psycho-sociaal personeel: maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie of de licentiaten houder van een van de vijf licenties vermeld in de voormelde bijlage 3, behoudens de licentie in de rechten.

C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester.

D. Directiepersoneel: directeur met de weddeschaal A of B.

Afdeling 3. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 7. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 5, toegekend aan het gespecialiseerd opvangcentrum, wordt vastgesteld op het indexeerbaar bedrag van F 1 854 538.

Afdeling 4. — Veranderlijk gedeelte van de toelagen

Art. 8. De dagvergoeding om de gewone kosten voor onderhoud en opvoeding van de jongeren te dekken zoals bepaald bij het besluit van 15 maart 1999 waarbij het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor kosten voor de tenlasteneming van de jongeren wordt vastgesteld, wordt met F 181 verhoogd.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 9. § 1. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren en een overeenkomst hadden gesloten op basis van artikel 61 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij dit besluit, blijven erkend en onderworpen aan de overeenkomst tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk binnen de vierentwintig maanden betekend worden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding.

§ 2. Voor de diensten bedoeld bij § 1, die hogere referentienormen genoten inzake personeelsbestand op basis van het bij § 1 bedoelde besluit, worden deze normen behouden tot de natuurlijke afvloeiing van het overtalig personeel t.o.v. de normen bepaald bij dit besluit.

§ 3. Behoudens de diensten bedoeld bij § 1, moet het centrum, om erkend te worden gedurende de achttien maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit, opgericht zijn vanaf een dienst die reeds erkend was met toepassing van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1563

[C - 99/29254]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions
pour les centres d'observation et d'orientation**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;